	i a mainiya e dendikans :	10 uA@Sailiii ilou (Jouvaii IIIDillai Dasir
Extrait du site	UGTG.org		

url:Â http://ugtg.org/spip.php?article2393

Pa mannyé Sendikalis ! 18 désanm nou douvan Tribinal BastÃ"

- Expressions -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : dimanche 16 décembre 2018

Mis à jour le : dimanche 16 décembre 2018

UGTG.org	



CAMARADES, TRAVAILLEURS, MILITANTS DE LâEuros"UGTG, PEUPLE DE GUADELOUPE, Le procÃ"s en appel du Secrétaire Général de lâEuros"UGTG, Eli DOMOTA, aura lieu le 18 Décembre 2018 à 14H30 devant la Cour dâEuros"appel de Basse-Terre. Pour rappel, il avait été poursuivi pour âEurosÜâEuros"pour violence en réunionâEuros"âEuros", suite à une plainte déposée par un cadre dirigeant de BMW, propriété de Bruno BLANDIN, Président du Medef Guadeloupe.

Lors du premier procÃ"s le 15 mars dernier, la vérité éclata : Un dossier monté de toutes piÃ"ces pour nuire à lâEuros"UGTG, criminaliser lâEuros"action syndicale et surtout camoufler le licenciement de plusieurs membres de lâEuros"UGTG dont notre délégué syndical.

La présumée victime avait même retiré sa plainte. CâEuros"est donc sur la base dâEuros"un faux dossier et des faux témoins que le parquet de Pointe-à -Pitre décidait de poursuivre le Secrétaire Général de lâEuros"UGTG.

Au final, ne sachant plus quoi inventer, le tribunal condamnait la Secrétaire Général de lâEuros"UGTG à une amende de 300 â ¬uros avec 20% de réduction sâEuros"il payait dans les 30 jours soit 240 euros.

APA 240Ã0WO NOU PA NI !!!

Le Président du Medef Guadeloupe, gérant de la concession BMW, Bruno BLANDIN, a volontairement licencié nos camarades en faisant même passer notre délégué syndical pour un voleur à travers une plainte calomnieuse qui sâEuros"est terminée par un non-lieu du juge dâEuros"instruction.

Wi, câEuros"est bien une machination, soutenue par lâEuros"Etat, pour nuire à lâEuros"UGTG afin de sâEuros"attaquer à tous les acquis sociaux des Travailleurs et des larges masses, remettre en cause les accords collectifs, piétriner lâEuros"Accord BINO et détricoter le Code du Travail.

AujourdâEuros"hui, comme la quasi-totalité des organisations patronales de Guadeloupe, le Medef Guadeloupe est une organisation hors la loi au regard des dispositions légales relatives à la négociation collective et au dialogue social ; et ses adhérents continuent pourtant à bénéficier des aides publiques, avec la bénédiction du Préfet.

CAMARADES, TRAVAILLEURS, MILITANTSDELâEuros UGTG!

SENDIKALIS PA KRIMINÃÆL! TRAVAYÃÆ PA

ANNOU SANBLÃO MAWDI 18 DÃOSANM 2018

2 zÃ"d laprémidi (14H00) DOUVAN TRIBINAL BASTÃÆ

UGTG, Lapwent, 14.12.2018